

Opposition/Conférence de presse de l'UPNR Oui à la réconciliation nationale

C.O.

Libreville/Gabon

Entouré de plusieurs leaders de partis politiques se réclamant de l'opposition radicale, Me Louis Gaston Mayila a appelé à la réconciliation nationale. Car pour lui, depuis 2009, la haine et l'intolérance ont cristallisé les rapports dans la société gabonaise.



Photo : Chris Oyame

Le presse nationale et internationale était au rendez-vous.

POUR clôturer l'année 2017, dans le cadre de ses activités politiques, le président de l'Union pour la nouvelle République (UPNR), parti de l'opposition "radicale", Me Louis Gaston Mayila, a animé une conférence de presse, le 30 décembre 2017, à la Chambre de commerce de Libreville. Mayila avait à ses côtés d'autres leaders des partis de son bord, notamment le président de l'Union du

peuple gabonais loyaliste (UPG-Loyaliste), David Mbadinga, avec qui il a lancé un appel à la réconciliation du peuple gabonais.

«Nous disons oui à la réconciliation nationale», a déclaré d'entrée le président de UPNR. Avant de voir en son initiative, "une obligation pour tous, d'appeler à la paix".

Abondant dans le même

sens, David Mbadinga a établi le constat selon lequel, depuis 2009, "la haine et l'intolérance ont cristallisé les rapports dans la société gabonaise". Cette situation, a-t-il soutenu, "s'est aggravée avec la publication des résultats issus de l'élection présidentielle d'août 2016 ayant entraîné des manifestations violentes".

Ainsi, pour ces leaders poli-



Photo : Chris Oyame

Le président de l'UPNR, Louis Gaston Mayila (micro), l'un des principaux animateurs de la conférence de presse.

tiques, cette crise observée aujourd'hui "constitue une menace grave et dangereuse pour la paix dans notre pays et pour notre vivre-ensemble".

«Cette crise a désormais dressé un mur de haine, d'intolérance et du rejet de l'autre entre les filles et les fils de ce pays qui, malheureusement, s'allonge et s'épaissit de jour en jour, fragilisant la

cohésion sociale», ont-ils souligné, pour le regretter. Ils ont donc appelé à une réconciliation nationale pour privilégier le Gabon d'abord, en "rejetant et en reléguant au second plan tout ce qui peut continuer à diviser". M. Mbadinga a poursuivi en ces termes: «se réconcilier ne signifie pas qu'on doit tout oublier, qu'on doit ignorer les morts du 31 août 2016, nos

martyrs qui ont versé leur sang, qui ont payé de leur vie en ayant cru à l'alternance. La réconciliation nationale n'est synonyme ni de faiblesse, ni de lâcheté, ni d'adhésion à un camp.»

Aussi, a-t-il demandé aux uns et aux autres de tout faire pour sauver la patrie gabonaise, à l'instar de Nelson Mandela qui, malgré les souffrances endurées et les humiliations subies, a su réconcilier les Sud-Africains en leur évitant le chaos.

D'où son appel au chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, qu'il exhorte à créer des conditions d'une véritable réconciliation entre les filles et les fils du Gabon. D'autant que, a conclu le président de l'UPG-Loyaliste, ladite réconciliation nationale doit être la force de tous les Gabonais, pour léguer aux générations futures, un pays de paix et de justice.

Après la tournée des leaders de Démocratie nouvelle dans le Woleu-Ntem Trois questions à Jonathan Ndoutoume Ngome

" Notre objectif est d'avoir un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale "

Propos recueillis par, Martina ADA
METOULE

Libreville/Gabon

L'union. Au terme de votre tournée dans la province du Woleu-Ntem, que peut-on en retenir ?

Jonathan Ndoutoume Ngome : D'abord, j'ai envie de corriger quelque chose, ce n'est pas la tournée de Démocratie nouvelle (DN). Il s'agit d'une tournée de présentation des membres du gouvernement, les membres des institutions originaires de la province du Woleu-Ntem nouvellement nommés. Après le dialogue d'Angondje. Donc, ce n'est pas la tournée de DN. Il y a eu trois cas de figure, notamment M. René Ndemezo'Obiang qui a été porté à la présidence du Conseil économique et social (CES), Patrick Eyogho Edzang, ministre de l'Eau et de l'Energie et moi-même. Il s'est trouvé qu'après notre nomination intervenue le 21 août dernier, nous n'avions pas été saluer les nôtres comme cela est de coutume. C'est vrai que ce n'est pas une pratique légale mais, cet usage est devenu républicain. Et donc, le président Ndemezo'Obiang a souhaité que nous partions dans notre province d'origine pour aller nous présenter aux nôtres. Il y a d'autres membres du gouvernement qui ont manqué à l'appel notamment, les ministres Francis Nkea et Estelle Ondo. Non seulement ces deux personnalités avaient des agendas très chargés mais également, ils avaient déjà été présentés puis qu'ils appartenaient déjà à l'ancienne équipe gouvernementale avant les accords d'Angondje.

Ce qu'on retient de cette tournée républicaine, comme nous l'avons baptisée, parce que ce sont les personnalités de la République qui se sont déplacées, ce qu'il y a lieu de retenir, c'est qu'il y a eu mobilisation. Nous avons commencé le 18 décembre par Mitzi. A la tribune officielle, il y a eu aux bas mots 3500 personnes. Aux dires des observateurs, une telle mobilisation n'avait plus jamais été enregistrée pour la présentation d'un membre du gouvernement dans la ville de Mitzi. Je suis donc satisfait, de la mobilisation et

heureux d'avoir été accueilli par les miens dans l'enthousiasme et l'allégresse contrairement à ce qui a été dit ici et là. Ce qui prouve l'adhésion des populations à la nouvelle vision du président de la République par rapport à l'initiation du dialogue politique. Voir les populations se déplacer en grand nombre, cela a donc apporté un démenti manifeste à ceux qui disaient que Ndemezo et sa bande comme ils nous appellent, ne peuvent plus remettre les pieds dans le Woleu-Ntem, ils vont être chassés. Mais, la preuve leur a été administrée et à la face du monde des observateurs de la vie politique que, partir de Mitzi jusqu'à Oyem et au paroxysme jusqu'à Bitam, une telle mobilisation n'avait plus jamais été enregistrée.

D'autres partis politiques ont sillonné le Septentrion quelques jours avant vous. Peut-on dire que cette province est au cœur d'une bataille acharnée pour son contrôle en vue des législatives à venir ?

Je peux affirmer que le Woleu-Ntem constitue un enjeu politique de premier plan au niveau du Gabon à cause, non seulement, de sa démographie, mais aussi à cause d'une certaine unité culturelle. Non pas parce que les gens pensent que le Woleu-Ntem n'est peuplé que de fang ce qui est faux. La province est peuplée de trois groupes ethniques, il y a les fang, les haussa et les populations autochtones (les Pygmées). Donc, cette unité culturelle, cette forte démographie, en plus d'une population électorale élevée, font que le Woleu-Ntem constitue une province prisée. A partir de là, nous comprenons pourquoi elle est visitée par les autres forces politiques du pays. Ce qui ne nous gêne nullement. Il est toujours bienvenu que tous les Gabonais qui sont porteurs d'un projet de société, d'un programme de gouvernement viennent l'exposer aux populations Woleu-Ntemoises. Et, si cela peut permettre l'amélioration des conditions de vie des citoyens du septentrion à partir des choix qu'ils pourraient être amenés à faire pendant les élections, tant mieux pour ces populations-là. Mais, en même temps, nous disons que nous ne sommes pas porteurs d'un même message. Nous à



Photo : P.P/Prince Jackson

Jonathan Ndoutoume Ngome, porte-parole de DN.

DN (...), nous avons été porteurs d'un message. D'abord, prouver aux populations du Woleu-Ntem que à l'issue du dialogue, le Premier ministre et le président de la République ont bien voulu former un gouvernement d'union. Et que dans ce gouvernement d'union, il y a des fils du Woleu-Ntem. En même temps, nous sommes allés expliquer aux populations les acquis du dialogue. Alors que d'autres qui sont passés avant nous sont porteurs d'un message de la résistance. (...) à quel niveau se situe cette résistance? c'est eux-mêmes qui le savent. Mais, ce qui est important, c'est la vivacité de la démocratie dans la province du Woleu-Ntem. Et, une démocratie ne doit pas être tiède, elle doit être animée. Nous souhaitons que ces forces politiques sillonnent aussi l'ensemble du Gabon. Le Septentrion n'est pas la seule province du pays. En même temps, je voudrais quand même dire que cette province n'est pas un champ d'expérimentation politique où chacun qui crée sa petite chapelle pense que c'est là qu'il peut être le premier à aller s'essayer. C'est bien pour la vivacité de la démocratie mais en même temps, il faut que cela se passe partout au Gabon. Le Woleu-Ntem est donc un enjeu politique, surtout que nous sommes à l'orée des élections législatives. On peut donc comprendre que les provinces à fortes populations soient celles-là qui constituent une certaine attractivité poli-

tique.

Il est certain que votre parti politique prendra part aux élections législatives à venir, pensez-vous être suffisamment implanté pour briguer quelques sièges ?

Effectivement DN, c'est une certitude, prendra part aux élections législatives. Vous savez un parti politique ne mesure son implantation qu'à partir des résultats obtenus au cours d'une élection. C'est au terme du scrutin qu'on mesure l'importance, le poids d'un parti politique. Et DN va mesurer son poids à travers les prochaines échéances électorales. Mais, nous ne sommes pas pressés d'aller aux élections, je veux dire DN ne veut pas que les élections soient organisées coûte que coûte, à l'instant. Parce que, nous avons été au dialogue, et de ces assises, il y a eu un état d'exception, j'entends par là un gouvernement d'ouverture. Ce gouvernement a pour mission, entre autres, l'application des actes issus du dialogue. C'est pourquoi nous pensons qu'il est mieux de prendre du temps pour organiser ces élections après que le comité de suivi des actes et le gouvernement se sont entendus sur un chronogramme électoral, sur la mise en place des institutions qui ont été réaménagées après le dialogue. Nous pensons qu'aucune institution ne peut faire comme si le dialogue n'avait pas eu lieu. Parce que, il serait hasardeux, sinon dangereux, de repartir à des élections qui, en même temps, feraient encore révéler certaines faiblesses. C'est pourquoi nous pensons qu'il est mieux de prendre du temps.

J'ai envie de vous dire que ce n'est pas l'implantation d'un parti qui fait gagner des élections. Emmanuel Macron a été aux élections sans parti politique. Mais, ce qui est important, c'est le message dont notre parti sera porteur, c'est l'offre politique que DN va présenter aux Gabonais pour qu'ils nous fassent confiance (...). Parce que, notre objectif, c'est d'avoir un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. Je sais que nous y parviendrons parce que le travail que nous abattions est sérieux, tout comme l'offre politique que nous présentons.